

Administration générale

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Secrétariat général

Arrêté du 18 décembre 2010 portant désignation d'emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire au sein de la mission interministérielle d'inspection du logement social du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

NOR : DEVK1032967A

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 91-1067 du 14 octobre 1991 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2001 modifié fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la répartition de l'enveloppe d'emplois et de points de nouvelle bonification indiciaire dans les services centraux et assimilés du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, au titre des 6^e et 7^e tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour ;

Vu l'avis du comité technique paritaire spécial de la mission interministérielle d'inspection du logement social du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, en date du 14 septembre 2010,

Arrête :

Article 1^{er}

La liste des emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire, au titre des 6^e et 7^e tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour, au sein de la mission interministérielle d'inspection du logement social du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, est fixée à effet du 1^{er} janvier 2010 par l'annexe du présent arrêté.

Article 2

L'arrêté du 4 janvier 2006, modifiant l'arrêté du 20 décembre 2001 portant désignation d'emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire dans les services centraux et assimilés du ministère de l'équipement, des transports et du logement, est abrogé.

Article 3

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Fait à Paris, le 18 décembre 2010.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
H. EYSSARTIER

A N N E X E

À L'ARRÊTÉ DU 18 DÉCEMBRE 2010

Liste des emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire, au titre des 6^e et 7^e tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour, au sein de la mission interministérielle d'inspection du logement social, à effet du 1^{er} janvier 2010

CATÉGORIE	NOMBRE d'emplois attribués	NOMBRE de points attribués	DÉSIGNATION de l'emploi	DÉLÉGATION
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Paris
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Lille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Lille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Lille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Lille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Lille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Lille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Lyon
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Lyon
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Lyon
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Lyon
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Lyon
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Marseille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Marseille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Marseille

CATÉGORIE	NOMBRE d'emplois attribués	NOMBRE de points attribués	DÉSIGNATION de l'emploi	DÉLÉGATION
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Marseille
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Nancy
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Nancy
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nancy
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nancy
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nancy
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nantes
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nantes
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nantes
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Nantes
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Toulouse
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Toulouse
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité technique et administrative	Toulouse
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Toulouse
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Toulouse
A	1	25	Inspecteur-auditeur, spécialité comptable et financière	Toulouse
Total	43	1 075		